



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR2025792

OBJET : PERMIS DE DETENTION D'UN CHIEN DE 2ème CATÉGORIE.

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'AIGUES-MORTES

Vu la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment ces articles L.211-1 et suivants et D.211-5-2 et suivants,

Vu la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008, renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2212-1, L.2542-1 et suivants,

Vu l'arrêté interministériel du 27 avril 1999 établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux,

Vu le décret n° 2009-1768 du 30 décembre 2009 relatif au permis de détention de chien mentionné au I de l'article L.214-14 du Code Rural,

Vu le décret n° 2008-1158 du 10 novembre 2008 relatif à l'évaluation comportementale des chiens prévue à l'article L. 211-14-1 du code rural et à son renouvellement,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2016 relatif à la formation portant sur l'éducation et le comportement canin, ainsi que sur la prévention des accidents et son annexe fixant la liste départementale des vétérinaires inscrits en vue de réaliser des évaluations comportementales,

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2019 fixant la liste départementale des sagesseurs inscrits en vue de réaliser des formations portant sur l'éducation et le comportement canin, ainsi que sur la prévention des accidents,

Vu la demande de permis de détention présentée et l'ensemble des pièces y annexées,

ARRETE

ARTICLE 1 PROPRIETAIRE ET ANIMAL

Le permis de détention prévu à l'article L.211-14 du code rural est délivré à :

Sabrina DUCHANGE, propriétaire de l'animal ci-après désigné, née le 16/07/1985, à NÎMES (30), domiciliée 1080 Chemin d'Esparron 30220 AIGUES-MORTES.

Assuré au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurances : AXA ASSURANCE, contrat n°21928100904.

Détenteur de l'attestation d'aptitude délivrée le 11/01/2010 par Jean-Luc FLINOIS pour le chien ci-après identifié.

Nom : VODKA
Race : ROTTWEILER
N° si le chien est inscrit au Livre des Origines Français : LOF 2 ROT. 120331
Catégorie : 2ème
Date de naissance : 02/09/2024
Sexe : Femelle
N° de puce : 250269611177418, implantée le 31/10/2024
Vaccination antirabique effectuée le : 18/12/2024 par Dr. Guilhem FERMAUD.
Évaluation comportementale effectuée le : 08/10/2025 par Dr. Brice NOROY, de niveau : 1

ARTICLE 2 PIECES ADMINISTRATIVES

La validité du présent permis est subordonnée au respect par son titulaire mentionné à l'article 1^{er} de la validité permanente de :

- L'assurance garantissant la responsabilité civile de ce dernier pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers.
- La vaccination antirabique du chien.
- L'attestation sur l'honneur que Mme DUCHANGE n'a pas été condamnée pour crime ou à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour délit inscrit au bulletin n° 2 du casier judiciaire ou, pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent.

ARTICLE 3 LIEU DE RESIDENCE

En cas de changement de commune de résidence du titulaire du présent permis, le permis de détention devra être présenté à la mairie du nouveau domicile.

ARTICLE 4 PASSEPORT EUROPEEN

Le numéro et la date de délivrance du présent permis de détention sont mentionnés dans le passeport européen pour animal de compagnie prévu par le règlement du Parlement européen et du Conseil n°998/2003 du 26 mai 2003 délivré pour le chien mentionné à l'article 1^{er}.

ARTICLE 5 MORSURE

Tout fait de morsure d'une personne par ce chien doit être déclaré par son propriétaire ou son détenteur, à la Mairie de la Commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal.

Dans ce cas, le propriétaire ou le détenteur du chien, est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance sanitaire définie en application du 1^{er} alinéa de l'article L.223-10, à une évaluation comportementale mentionnée à L.211-14-1 du Code Rural, qu'il devra obligatoirement communiquer au Maire de la Commune de Résidence de l'animal.

Si les résultats de cette évaluation le justifient le Maire peut alors abroger le présent permis de détention sous la forme d'un arrêté municipal abrogeant la présente réglementation.

ARTICLE 6 NOTIFICATION

La présente réglementation sera notifiée à Mme DUCHANGE par un agent assermenté, ampliation de la présente lui sera délivrée.

Il en va de même pour la notification d'une éventuelle abrogation du présent permis dans le cas où le détenteur ou le propriétaire ne respecte pas les mesures imposées par la Loi et les Règlements.

ARTICLE 7 RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 8 APPLICATION

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Directeur Général des services,

Monsieur le Directeur Général des Services Techniques Municipaux,

Madame la Capitaine, Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de le Grau-du-Roi,

Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie d'Aigues Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 29/10/2025

Le Maire

Pierre MAUMEJEAN



